

Convention collective départementale

IDCC : 2294. – **INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE**
(Aube)
(5 juin 2002)

(Bulletin officiel 2002-11 bis)
(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)

ACCORD DU 12 JUILLET 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1151111M
IDCC : 2294

Entre :

L'UIMM de l'Aube,

D'une part, et

Le syndicat départemental CFTC de la métallurgie ;

Le syndicat départemental des métaux CGT ;

Le syndicat départemental des métaux FO ;

Le syndicat départemental CFE-CGC de la métallurgie ;

Le syndicat départemental CFDT de la métallurgie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

TITRE I^{ER}

BARÈME DES SALAIRES MINIMAUX EFFECTIFS GARANTIS

Article 1^{er}

Il est institué un barème des salaires minimaux effectifs garantis (SMEG), fixé à l'article 4 du présent accord, s'appliquant, aux agents de maîtrise, aux agents administratifs, techniciens, et aux ouvriers occupant des fonctions définies par l'accord national sur la classification du 21 juillet 1975, et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 2

Les salaires sont arrêtés pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensation pour réduction d'horaires incluse. Ayant le caractère de salaires, ils n'ont pas à supporter la majoration de 5 % à 7 % résultant de l'accord du 4 avril 1980, et n'ont pas à être pris comme base de calcul de la prime d'ancienneté.

Article 3

Pour la compensation annuelle des sommes réellement perçues par les salariés, avec le présent barème, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire y compris l'ensemble des compensations pour réduction d'horaire, à l'exception de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Aube, des sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais et des primes ou indemnités prévues par la convention collective de la métallurgie de l'Aube dues au titre du travail exceptionnel la nuit ou le dimanche ou un jour férié légal, au titre du travail continu en équipes successives et enfin des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Article 4

A compter du 1^{er} janvier 2011, le barème des salaires minimaux effectifs garantis applicables aux personnels s'établit de la façon suivante :

(En euros.)

| NIVEAU | ÉCHELON | COEFFICIENT | SALAIRE MINIMUM |
|--------|---------|-------------|-----------------|
| I | 1 | 140 | 16 398 |
| | 2 | 145 | 16 427 |
| | 3 | 155 | 16 510 |
| II | 1 | 170 | 16 900 |
| | 2 | 180 | 16 910 |
| | 3 | 190 | 17 070 |
| III | 1 | 215 | 17 140 |
| | 2 | 225 | 17 350 |
| | 3 | 240 | 18 140 |
| IV | 1 | 255 | 18 275 |
| | 2 | 270 | 19 000 |
| | 3 | 285 | 19 950 |
| V | 1 | 305 | 21 560 |
| | 2 | 335 | 23 580 |
| | 3 | 365 | 26 000 |
| | 4 | 395 | 28 400 |

Article 5

Ces barèmes sont adaptés à l'horaire effectif de travail de chaque salarié. Ils supportent, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires. Ils sont adaptés, le cas échéant, en cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit, et en cas d'entrée ou de départ du salarié en cours d'année.

Article 6

Les salaires minimaux effectifs garantis n'ont aucune incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques qui restent applicables, notamment pour le calcul de la prime d'ancienneté.

TITRE II

BARÈMES DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES

Article 7

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux personnels ouvriers, administratifs et techniciens, agents de maîtrise, agents de maîtrise d'atelier.

Article 8

Les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servent exclusivement de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 9

Les parties signataires sont convenues d'actualiser comme suite le barème des rémunérations minimales hiérarchiques. La valeur du point est revalorisée à 4,30 €.

Article 10

Les rémunérations minimales hiérarchiques ci-après définies sont établies sur la base de la durée légale du travail en vigueur et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée de travail. Le barème doit être adapté en fonction de l'horaire de travail effectif réellement pratiqué.

Article 11

Le barème établi sur ces valeurs du point prend effet à compter du 1^{er} août 2011.

Article 12

L'UIMM Aube s'engage à ne pas creuser l'écart avec la moyenne régionale de la valeur du point à l'avenir. Cette moyenne régionale est au 12 juillet 2011 d'un montant de 4,62 €. Pour mémoire elle fut de l'ordre de 4,54 €, soit une augmentation de 0,08 €.

Les valeurs au 12 juillet 2011 étant pour :

- les Ardennes : 4,66 € (accord du 11 juillet 2011) ;
- la Haute-Marne : 4,90 € (accord du 24 mai 2011) ;
- la Marne : 4,72 € (accord du 22 juin 2010) ;
- l'Aube : 4,20 € (accord du 6 juillet 2010).

Ceci implique que toutes propositions de l'UIMM Aube qui respectent scrupuleusement l'article 12 fassent l'objet d'un accord des partenaires sociaux afin de ne pas remettre en cause l'engagement de l'UIMM Aube relatif à cet article.

Article 13

Le présent accord établi conformément à l'article L. 2221-2 du code du travail est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles D. 2231-2 et R. 2231-9 du code du travail.

Fait à Troyes, le 12 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)